



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUOI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

525/jpr/bm

## **Arrêté du 15 novembre 2024 portant mise en demeure à la société PSA PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à SAUSHEIM**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires à la société PSA PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC pour l'exploitation d'un atelier de peinture à Sausheim, en référence au titre Ier du Livre V du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 mars 2023 portant prescriptions complémentaires à la société PSA PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC au titre du titre Ier du Livre V du Code de l'environnement pour l'exploitation d'un atelier de peinture à Sausheim et Rixheim ;
- VU** la visite d'inspection du 20 septembre 2024 ;
- VU** le rapport de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées établi à la suite de la visite sus-visée ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 28 octobre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que la qualité de l'air est un enjeu en zone urbaine, et que les émissions du site de la société PSA PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC participent au niveau de pollution ambiant en CO,

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté lors du contrôle de l'inspection du 20 septembre 2024 que les rejets des deux émissaires liés à la ligne «laque n°1 » de l'atelier peinture ne respectent pas la valeur limite en CO fixée à 150mg/Nm3 ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 Mars 2023 ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La société PSA PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé route de Chalampé, Ile Napoléon à SAUSHEIM (68390), est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à SAUSHEIM.

### **Article 2** :

**Dans un délai de 4 mois à compter de la notification de l'arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2023 portant prescriptions complémentaires :

*« Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution.*

*Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normales de température et de pression (273 Kelvins et 101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations sont rapportées aux mêmes conditions normales.*

*Les valeurs en concentration s'appliquent à chacun des émissaires rejetant le même polluant, les valeurs en flux s'appliquent à la somme des émissaires rejetant le même polluant.[...]*

[...]

*La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.*

*En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour [...] le monoxyde de carbone (CO) à la sortie de l'unité de traitement:*

- [...]
- CO : 150 mg/m<sup>3</sup>.»

### **Article 3** :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 4**:- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 5**:- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 15 novembre 2024

le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**SIGNÉ**

Augustin CELLARD